



PORT DE LA BAULE – LE POULIGUEN

REGLEMENT DE POLICE

*Il a pour être annexé
à la délibération n° 99
du Comité Syndical
du 25 novembre 2011*



[Handwritten signature]

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	DEFINITIONS	5
ARTICLE 2.	CHAMP D'APPLICATION DU REGLEMENT DE POLICE	5
Chapitre 1.	REGLES APPLICABLES SUR LE PLAN D'EAU	6
Section 1.	GENERALITES	6
ARTICLE 3.	ACCES	6
ARTICLE 4.	RESTRICTIONS D'ACCES	6
ARTICLE 5.	COMPETENCE DU PERSONNEL DU PORT	6
ARTICLE 6.	TITRE DE NAVIGATION ET ASSURANCE	7
ARTICLE 7.	IDENTIFICATION DU BATEAU	7
ARTICLE 8.	NAVIGATION DANS LE PORT	7
ARTICLE 9.	REGLES D'AMARRAGE ET DE MOUILLAGE	8
Section 2.	ESCALES	9
ARTICLE 10.	DECLARATION D'ENTREE ET DE SORTIE	9
ARTICLE 11.	ARRIVEE DES BATEAUX EN ESCALE EN DEHORS DES HEURES D'OUVERTURE DE LA CAPITAINERIE DU PORT	9
ARTICLE 12.	DUREE DE L'ESCALE	10
ARTICLE 13.	ATTRIBUTION DES POSTES AUX BATEAUX EN ESCALE	10
Section 3.	CONTRAT ANNUEL	11
ARTICLE 14.	OCCUPATION D'UN POSTE	11
Chapitre 2.	REGLES RELATIVES A LA CONSERVATION DES OUVRAGES, INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS PORTUAIRES	12
Section 4.	SURVEILLANCE	12
ARTICLE 15.	SURVEILLANCE DU BATEAU PAR LE PROPRIETAIRE OU LA PERSONNE QUI EN A LA CHARGE	12
ARTICLE 16.	SURVEILLANCE DU BATEAU PAR LE PORT	12
ARTICLE 17.	PRESERVATION DU BON ETAT DU PORT	13
ARTICLE 18.	GESTION DES EPAVES	13
Section 5.	SECURITE	14
ARTICLE 19.	MATIERES DANGEREUSES	14
ARTICLE 20.	LUTTE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE	14
ARTICLE 21.	USAGE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES	14
Section 6.	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT PORTUAIRE	15
ARTICLE 22.	GESTION DES DECHETS	15
ARTICLE 23.	TRAVAUX DANS LE PORT	15
ARTICLE 24.	STOCKAGE	15
ARTICLE 25.	UTILISATION DE L'EAU	16
ARTICLE 26.	POLLUTION ACCIDENTELLE	16
ARTICLE 27.	INTERDICTION DE REJETS ET DEPOTS	16

Chapitre 3.	REGLES APPLICABLES A LA CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES ET DES PIETONS.....	17
ARTICLE 28.	CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES	17
ARTICLE 29.	ACCES ET CIRCULATION DES PIETONS	18
Chapitre 4.	REGLES PARTICULIERES	19
Section 7.	PROFESSIONNELS DE LA PLAISANCE ET DE LA PECHE	19
ARTICLE 30.	PROFESSIONNELS DE LA PLAISANCE	19
ARTICLE 31.	PROFESSIONNELS DE LA PECHE.....	20
Section 8.	ACTIVITES SPORTIVES OPTIONNELLES	21
Section 9.	MANIFESTATIONS NAUTIQUES	21
Section 10.	DISPOSITIONS DIVERSES	22
ARTICLE 32.	INTERDICTIONS DIVERSES.....	22
ARTICLE 33.	UTILISATION DES EQUIPEMENTS.....	22
Chapitre 5.	DISPOSITIONS REPRESSIVES	23
ARTICLE 34.	CONSTATATION DES INFRACTIONS	23
ARTICLE 35.	CONTRAVENTION DE GRANDE VOIRIE	23
ARTICLE 36.	ENTREE EN VIGUEUR / APPLICATION	23
ARTICLE 37.	EXECUTION ET PUBLICITE	23

Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal du Port de plaisance et de pêche de La Baule-Le Pouliguen

- VU le code des ports maritimes ;
- VU le code pénal et le code de procédure pénale ;
- VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- VU le règlement de police du de La Baule-Le Pouliguen en date du 28 avril 1980 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 décembre 1983 désignant le Conseil général de Loire-Atlantique autorité concédante du Port de plaisance et de pêche de La Baule-Le Pouliguen ;
- VU la délibération du Syndicat Intercommunal du Port de plaisance et de pêche de La Baule-Le Pouliguen en date du 30 mars 2007 opérant la désignation du SIVU comme autorité concédante du Port de La Baule-Le Pouliguen ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de La Baule et du Pouliguen en date du 5 mai 2007 approuvant le transfert de compétence du Conseil général de Loire-Atlantique au profit du Syndicat Intercommunal du Port de plaisance et de pêche de La Baule-Le Pouliguen ;
- VU l'avenant n°5 à la convention de concession pour l'exploitation du port de plaisance de La Baule le Pouliguen confiant l'exploitation du port de plaisance de La Baule le Pouliguen à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes St-Nazaire ;
- VU l'avis favorable du conseil portuaire du 17 octobre 2011.

ARRETE

ARTICLE 1. DEFINITIONS

Pour l'application du présent règlement, sont désignés sous le terme :

Autorité portuaire	<p>le Président du Syndicat Intercommunal du Port de plaisance et de pêche de La Baule-Le Pouliguen.</p> <p>Dans les ports de plaisance décentralisés, l'autorité portuaire est également « autorité investie du pouvoir de police portuaire ». Elle exerce par conséquent la totalité des pouvoirs de police portuaire.</p>
Exploitant du port	<p>La Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes St-Nazaire.</p>
Surveillants de port et auxiliaire de surveillance	<p>Agents désignés par l'autorité portuaire parmi son personnel, agréés par le Procureur de la République et assermentés.</p> <p>Ils sont chargés de faire respecter les lois et règlements de police portuaire, dont la police du plan d'eau et de l'exploitation, et constatent les infractions.</p> <p>Lorsqu'ils constatent une contravention ils peuvent relever l'identité des auteurs de l'infraction.</p>
Maître de port	<p>Représentant sur place de l'exploitant du port. Responsable des agents portuaires, il dirige le port et veille à la bonne exécution du service portuaire.</p> <p>Lorsqu'il y a un ou des surveillants de port, le maître de port est désigné parmi ceux-ci.</p>
Agents portuaires	<p>Ils assurent la bonne exploitation du port. Ils agissent sous la direction du maître de port.</p>
Capitainerie du port	<p>Siège de l'administration du port.</p>

ARTICLE 2. CHAMP D'APPLICATION DU REGLEMENT DE POLICE

Le présent règlement s'applique dans les limites administratives du port, les chenaux d'accès, ainsi que les zones d'attente et de mouillage.

Chapitre 1. REGLES APPLICABLES SUR LE PLAN D'EAU

Section 1. GENERALITES

ARTICLE 3. ACCES

L'usage du port est affecté à titre principal aux bateaux de plaisance.

En cas de nécessité, l'accès du port peut être autorisé, pour un séjour limité, aux autres catégories de bateaux.

L'accès au port des bateaux de plus de quatorze mètres cinquante (14,50 m) de longueur hors tout, ou de plus de deux mètres (2,00 m) de tirant d'eau, n'est admis que pour un séjour exceptionnel et limité, justifié par les circonstances.

Le port est interdit aux engins de plage, ainsi qu'aux planches à voile, kitesurf, hydravions et hydro-ULM.

ARTICLE 4. RESTRICTIONS D'ACCES

L'accès au port est interdit aux bateaux :

- présentant un risque pour l'environnement ;
- n'étant pas en état de navigabilité ;
- présentant un risque pour la sécurité, la conservation ou la bonne exploitation des ouvrages portuaires.

Toutefois, l'autorité portuaire est tenue d'autoriser l'accès d'un tel bateau, pour des raisons de sécurité impératives, ou pour supprimer ou réduire le risque de pollution.

Le propriétaire du bateau ou la personne qui en a la garde est tenu de prendre toute mesure appropriée pour assurer la sécurité de son entrée au port.

ARTICLE 5. COMPETENCE DU PERSONNEL DU PORT

Les surveillants de port et les agents portuaires règlent l'ordre d'entrée et de sortie des bateaux. Ils placent les navires conformément au plan de mouillage.

Les équipages des navires doivent se conformer à leurs ordres et prendre eux-mêmes, dans les manœuvres qu'ils effectuent, les mesures nécessaires pour prévenir les accidents, avaries et abordages.

Les surveillants de port et les agents portuaires sont autorisés à déplacer les bateaux sans en référer préalablement aux propriétaires en cas de nécessité.

Les surveillants de port et les agents portuaires sont autorisés à contrôler les caractéristiques de tout navire présent dans le port, notamment les caractéristiques dimensionnelles.

ARTICLE 6. TITRE DE NAVIGATION ET ASSURANCE

Le propriétaire du bateau ou la personne qui en a la charge doit fournir une copie du titre de navigation (et de l'acte de francisation le cas échéant) ainsi qu'une attestation d'assurance valide pour la durée du séjour couvrant au moins les risques suivants :

- ✓ dommages causés aux ouvrages du port, quels qu'en soient la cause et la nature, soit par le navire soit par les usagers, y compris ceux pouvant découler de l'incendie du navire, des matériels et marchandises transportées et notamment des consommables ;
- ✓ renflouement et enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans le port ou dans les chenaux accès ;
- ✓ dommages corporels causés au personnel du gestionnaire du port ;
- ✓ tous dommages matériels et corporels causés aux tiers.

ARTICLE 7. IDENTIFICATION DU BATEAU

Le bateau doit porter les marques réglementaires nécessaires à son identification, à savoir, pour les navires à moteur, le numéro d'immatriculation de chaque côté de la coque et, pour les voiliers de plus de sept mètres, le nom du navire et le nom ou les initiales du service d'immatriculation à la poupe.

ARTICLE 8. NAVIGATION DANS LE PORT

La vitesse maximale autorisée est limitée à trois (3) nœuds dans le port et zone de mouillage, et à cinq (5) nœuds dans les chenaux d'accès.

Seuls sont autorisés à l'intérieur du port les mouvements des bateaux ainsi que des Véhicules Nautiques à Moteur (VNM) pour entrer, sortir, changer de poste d'amarrage ou pour se rendre aux aires techniques, à un poste de réparation, d'avitaillement en carburant ou de pompage des eaux usées du bord.

La navigation sous voile est interdite dans le port.

ARTICLE 9. REGLES D'AMARRAGE ET DE MOUILLAGE

Les bateaux sont amarrés sous la responsabilité de leur propriétaire ou de la personne qui en a la charge à un emplacement déterminé par les surveillants de port ou les agents portuaires.

Chaque bateau doit être muni sur les deux bords de défenses de taille suffisante destinées tant à sa protection qu'à celle des bateaux voisins.

Les bateaux ne peuvent être amarrés qu'aux taquets, bollards, bittes, anneaux ou autres ouvrages d'amarrage disposés à cet effet dans le port. En aucun cas les rappels à quai ou « pendilles » ne doivent servir d'amarre.

L'amarrage à couple n'est admis qu'après autorisation des surveillants de port ou des agents portuaires. Le propriétaire ou son représentant légal dûment habilité ne peut refuser l'amarrage à couple d'un autre bateau.

Le propriétaire ou son représentant légal dûment habilité ne peut refuser de prendre ou de larguer une aussière ou une amarre pour faciliter le mouvement d'un autre bateau.

Il est interdit de mouiller des ancres sur l'ensemble du plan d'eau portuaire et dans les chenaux d'accès, sauf en cas de nécessité absolue découlant d'un danger immédiat ou sauf autorisation des surveillants de port ou des agents portuaires.

Les bateaux qui, en cas de nécessité, ont dû mouiller leur ancre dans le port ou les chenaux d'accès doivent en aviser la capitainerie du port et en assurer si besoin la signalisation. Ils doivent faire procéder au relevage dès que possible ou sur la demande des surveillants de port ou des agents portuaires.

Section 2. ESCALES

ARTICLE 10. DECLARATION D'ENTREE ET DE SORTIE

Tout bateau doit, dès son arrivée, se faire connaître à la capitainerie du port et indiquer par écrit :

- ❖ le nom et les caractéristiques du bateau ;
- ❖ les coordonnées complètes (nom, prénom, date de naissance, adresse et numéro de téléphone) du propriétaire ou de son représentant légal dûment habilité ;
- ❖ les coordonnées complètes de la personne chargée de la surveillance du bateau en l'absence de l'équipage ;
- ❖ la durée prévue de son séjour au port ;
- ❖ les déclarations concernant les déchets d'exploitation le cas échéant.

Le propriétaire du bateau ou la personne qui en a la charge doit en outre justifier avoir souscrit une assurance conforme aux dispositions de l'article 6 du présent règlement.

Tout bateau doit signaler à la capitainerie du port son départ lors de sa sortie définitive.

Toute escale dans le port d'une durée supérieure à deux heures donne lieu au paiement d'une redevance conformément à la tarification en vigueur approuvée en Conseil Portuaire, et affichée en capitainerie.

Tout bateau doit signaler à la capitainerie du port son départ lors de la sortie définitive du bateau.

Toute sortie d'une durée prévisible supérieure à 24 heures doit être signalée à la capitainerie du port.

Le navire qui n'aurait pas satisfait à cette obligation sera réputé quitter le port définitivement et son poste d'amarrage sera déclaré vacant.

Les déclarations d'entrée et de départ sont enregistrées par la capitainerie du port dans l'ordre de leur présentation.

ARTICLE 11. ARRIVEE DES BATEAUX EN ESCALE EN DEHORS DES HEURES D'OUVERTURE DE LA CAPITAINERIE DU PORT

Le propriétaire ou le responsable d'un bateau faisant escale en dehors des heures d'ouverture de la capitainerie du port doit s'amarrer au ponton visiteur.

Il doit, dès l'ouverture de la capitainerie du port, y effectuer une déclaration d'entrée.

ARTICLE 12. DUREE DE L'ESCALE

La durée du séjour des bateaux en escale est fixée par le maître de port, les surveillants de port, ou les agents portuaires, en fonction des prévisions de postes disponibles.

ARTICLE 13. ATTRIBUTION DES POSTES AUX BATEAUX EN ESCALE

Le maître de port, les surveillants de port, ou les agents portuaires attribuent les postes d'amarrage aux bateaux en escale.

L'attribution des postes est opérée dans la limite des emplacements disponibles.

Le maître de port, les surveillants de port, ou les agents portuaires peuvent mettre à disposition un poste au ponton visiteur ou un poste d'amarrage déjà attribué mais temporairement disponible.

Sont considérés comme bateaux en escale, les bateaux mentionnés à l'article 4 du présent règlement.

Ces bateaux sont alors tenus de quitter le port, lorsque la sécurité le permet, ou à la première injonction du maître de port ou des agents portuaires.

Section 3. CONTRAT ANNUEL

ARTICLE 14. OCCUPATION D'UN POSTE

L'autorité compétente peut consentir des autorisations d'occupation privative des postes d'amarrage, pour une durée maximale d'un an renouvelable chaque année, conformément aux dispositions du règlement d'exploitation du Port.

L'autorisation d'occupation privative est accordée à une personne physique ou morale et pour un navire déterminé. Elle n'est pas cessible. La vente d'un bateau dont le propriétaire ou le copropriétaire est titulaire d'une autorisation d'occupation privative de poste d'amarrage n'entraîne aucunement le transfert du bénéfice de la place du vendeur à l'acquéreur. L'acquéreur doit faire une demande d'autorisation d'occupation privative qui sera satisfaite en fonction des disponibilités. La demande sera inscrite sur une liste d'attente établie par l'exploitant du port.

L'attribution d'un poste d'amarrage ne donne pas droit à l'occupation d'un poste déterminé. Tout changement de poste peut être décidé par les surveillants de port ou les agents portuaires sans que l'usager ne soit fondé à formuler une quelconque réclamation, ni demander un quelconque dédommagement ou compensation.

Le stationnement du bateau est autorisé après conclusion du contrat de location d'un poste d'amarrage, dûment complété, daté, signé par les deux parties, et accompagné des pièces qui y sont mentionnées.

Il est interdit à tout usager ou personnes exerçant une activité professionnelle liée à la navigation (chantiers navals, vendeurs de bateaux...) d'autoriser l'usage à titre gratuit ou contre rémunération du poste de stationnement qui lui a été attribué.

Tout titulaire d'une autorisation d'occupation privative de poste d'amarrage doit effectuer auprès du bureau du port une déclaration d'absence chaque fois qu'il est amené à libérer son poste d'amarrage pour une durée supérieure à 24 heures. Cette déclaration précise la date prévue pour le retour. En l'absence de cette déclaration, le poste libéré est, si l'absence dure plus de 24 heures, réputé vacant et peut être ré-attribué.

Les prescriptions du paragraphe ci-dessus ne s'appliquent pas aux titulaires de contrats d'amodiation ou de garanties d'usage, dont les droits d'occupation sont fixés par les dispositions du titre dont ils sont titulaires dans les conditions prévues par le règlement d'exploitation du Port.

Chapitre 2. REGLES RELATIVES A LA CONSERVATION DES OUVRAGES, INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS PORTUAIRES

Section 4. *SURVEILLANCE*

ARTICLE 15. SURVEILLANCE DU BATEAU PAR LE PROPRIETAIRE OU LA PERSONNE QUI EN A LA CHARGE

Le propriétaire du bateau ou la personne qui en a la charge, doit veiller à ce qu'il :

- ❖ soit maintenu en bon état d'entretien, de navigabilité, de flottabilité, et de sécurité ;
- ❖ ne cause à aucun moment et en aucune circonstance, ni dommage aux ouvrages du port, ni aux autres bateaux, ni même à l'environnement ;
- ❖ ne gêne l'exploitation du port.

Les surveillants de port et le maître de port peuvent mettre en demeure le propriétaire ou la personne qui en a la charge de faire cesser tout manquement à ces obligations en fixant un délai.

Passé ce délai, ou d'office en cas d'urgence, l'exploitant du port se réserve la possibilité de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser les manquements constatés aux frais et risques du propriétaire.

ARTICLE 16. SURVEILLANCE DU BATEAU PAR LE PORT

L'attribution d'un poste d'amarrage ne donne pas lieu à un contrat de dépôt. La surveillance du port ne se substitue en aucun cas à la garde du bateau qui incombe au propriétaire ou à son représentant légal dûment habilité.

L'exploitant du port ne répond pas des dommages occasionnés aux bateaux ou aux biens par des tiers.

En aucun cas la responsabilité de l'exploitant du port ne pourra être recherchée à l'occasion de services accessoires que l'usager aurait pu confier à des tiers.

Ces tiers sont tenus de respecter les dispositions du présent règlement.

Les dispositions du présent article s'appliquent lors de l'utilisation des équipements du port (voir l'article 33 du présent règlement).

ARTICLE 17. PRESERVATION DU BON ETAT DU PORT

Il est interdit de modifier les équipements du port mis à la disposition des usagers.

Ceux-ci sont tenus de signaler sans délai aux surveillants de port ou aux agents portuaires toute dégradation qu'ils constatent aux ouvrages du port mis à leur disposition, qu'ils en soient responsables ou non.

En cas de force majeure, l'exploitant du port ne pourra être tenu pour responsable des avaries causées aux bateaux par le démantèlement ou la disparition totale ou partielle des installations portuaires fixes ou flottantes.

ARTICLE 18. GESTION DES EPAVES

Constituent des épaves les navires abandonnés par leur propriétaire, qui n'en assure plus ni la garde ni la surveillance.

Les surveillants de port et le maître de port qui constatent qu'un navire abandonné n'est plus en état d'entretien et de navigabilité qui convient à toute embarcation, dont des éléments sont susceptibles d'endommager les bateaux voisins ou de dégrader le site du port, mettent en demeure le propriétaire de remédier à la situation dans un délai de 21 jours.

Si la mise en demeure reste sans effet, le gestionnaire du port se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver l'intégrité du port et de ses installations, et pour procéder à l'enlèvement des épaves.

Section 5. SECURITE

ARTICLE 19. MATIERES DANGEREUSES

Les bateaux ne doivent détenir à bord aucune matière dangereuse autre que les artifices ou engins réglementaires et les carburants ou combustibles nécessaires à la propulsion et à l'habitation des bateaux. Les installations et appareils propres à ces carburants ou combustibles doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'avitaillement en hydrocarbures s'effectue exclusivement à la station ou aux postes réservés à cette opération, sauf autorisation expresse de l'autorité compétente.

ARTICLE 20. LUTTE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE

Il est interdit d'avoir une flamme nue à proximité de produits inflammables dans un local insuffisamment ventilé.

Il est interdit d'allumer du feu sur les quais, pontons, terre-pleins, ouvrages portuaires et, d'une manière générale dans l'enceinte du port, sauf autorisation expresse, et d'y avoir de la lumière à feu nu.

Il est interdit de faire des barbecues, notamment à bord des bateaux.

Tout usager qui découvre un incendie à bord d'un navire ou à quai doit avertir immédiatement la capitainerie du port et les sapeurs-pompiers.

Tout usager doit se conformer sans délai à toute mesure prise par les surveillants de port ou les agents portuaires, les sapeurs-pompiers, pour éviter la propagation du sinistre, notamment le déplacement du bateau sinistré celui des bateaux voisins et celui des biens et marchandises proches.

Aucune mesure telle que le sabordage, l'échouement, la surcharge en eau et, d'une manière générale, toute action susceptible d'avoir une incidence sur l'exploitation des ouvrages portuaires, ne doit être prise par les usagers sans l'accord explicite des surveillants de port, ou des agents portuaires, ou des sapeurs-pompiers.

Les surveillants de port ou les agents portuaires peuvent requérir l'aide de l'équipage des autres bateaux et du personnel des établissements ou chantiers installés sur le port.

ARTICLE 21. USAGE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Les bornes électriques sont alimentées sous une tension de 220 volts et sont exclusivement réservées à l'électricité du bord, à la charge des batteries et aux petits travaux d'entretien.

Il est formellement interdit de laisser en place tout branchement électrique en l'absence du propriétaire ou du gardien du bateau à bord.

Les câbles souples et les prises d'alimentation électrique des bateaux doivent être conformes aux normes de sécurité en vigueur.

Les surveillants de port ou les agents portuaires peuvent déconnecter toute prise ou raccord d'un bateau qui ne respecterait pas les normes de sécurité. Il est formellement interdit d'apporter des modifications aux installations électriques existantes.

Section 6. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT PORTUAIRE

ARTICLE 22. GESTION DES DECHETS

Un plan de réception des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison est affiché au bureau du port.

Les déchets d'exploitation et résidus de cargaison des navires sont déposés dans les installations du port prévues à cet effet :

- les ordures ménagères doivent être déposées dans les conteneurs disposés sur les quais ;
- les huiles de vidange doivent être déposées dans la cuve prévue à cet effet ;
- les déchets nocifs, notamment les batteries, peintures, solvants, doivent être déposés dans les conteneurs (cuves, bacs) prévus à cet effet ;
- les eaux usées et polluées des bateaux doivent être vidangées dans les systèmes d'aspiration ou de pompage prévus à cet effet.

ARTICLE 23. TRAVAUX DANS LE PORT

A l'intérieur des limites du port, seules les opérations de carénage sont autorisées.

Toutes opérations de construction, de remise à neuf, de ponçage, ou encore de démolition, sont strictement interdites.

Il est interdit d'effectuer sur les bateaux en stationnement dans le port des essais moteurs susceptibles de provoquer :

- des nuisances matérielles, olfactives ou sonores,
- des dégradations aux ouvrages du port, notamment le déchaussement des quais.

ARTICLE 24. STOCKAGE

Il est interdit de stocker des annexes, et de manière générale, tout matériel et marchandises sur tous les ouvrages et équipements portuaires, sauf dérogation accordée par les surveillants de port ou les agents portuaires.

Les marchandises ou matériels stockés en l'absence de dérogation peuvent être enlevés d'office aux frais et risques des propriétaires, sur décision des surveillants de port ou des agents portuaires.

Les marchandises et matériels, dont le propriétaire n'est pas connu et qui, après leur enlèvement d'office n'ont pas été réclamés dans un délai d'un mois, peuvent être détruits ou cédés par l'autorité portuaire.

ARTICLE 25. UTILISATION DE L'EAU

Les usagers sont tenus de faire un usage économe de l'eau fournie par le port.

Les prises d'eau des postes d'amarrage ou de carénage ne peuvent être utilisées que pour la consommation du bord. Les usages non liés aux bateaux, notamment le lavage des voitures ou des remorques sont interdits.

Les manches à eau doivent être équipées d'un système d'arrêt automatique en cas de non utilisation.

Les usagers doivent se conformer aux mesures de limitation ou de suspension provisoires de l'usage de l'eau édictée par le préfet du département et par le Maire.

ARTICLE 26. POLLUTION ACCIDENTELLE

En cas d'écoulement accidentel d'hydrocarbures ou de toutes autres matières polluantes dans le port et en particulier sur les quais, pontons, terre-pleins et dans le plan d'eau, l'utilisateur devra immédiatement faire assurer, à ses frais, le nettoyage des parties souillées, et en avvertir la Capitainerie.

ARTICLE 27. INTERDICTION DE REJETS ET DEPOTS

Il est formellement interdit :

- de porter atteinte au bon état et à la propreté du port.
- de jeter des pierres, décombres, ordures, liquides insalubres, huiles de vidange, résidus d'hydrocarbures ou matières polluantes sur les ouvrages portuaires, les zones à terre, dans les eaux du port et du chenal d'accès.
- d'effectuer des dépôts, quelle qu'en soit la nature, même provisoirement.

Chapitre 3. REGLES APPLICABLES A LA CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES ET DES PIETONS

ARTICLE 28. CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES

Les voies de circulation du port sont soumises au Code de la Route.

Les voies de circulation doivent, en permanence, être laissées libres à la circulation sur toute leur surface.

La circulation des véhicules est interdite sur toutes les parties du port autres que les voies de circulation et parcs de stationnement.

Les terre-pleins et les parcs de stationnement du port sont interdits aux camping-cars et aux caravanes, à l'exception des zones qui leur sont exclusivement réservées.

En dehors des parcs de stationnement, tout stationnement est interdit sous peine d'enlèvement aux frais, risques et périls du propriétaire.

ARTICLE 29. ACCES ET CIRCULATION DES PIETONS

L'accès aux digues est strictement interdit.

Les promenades sur les jetées s'effectuent sous l'entière responsabilité des promeneurs.

L'accès ou la traversée des zones affectées aux activités d'entretien ou de manutention des bateaux est interdit à toute personne autre que :

- les propriétaires des bateaux ou les personnes en ayant la charge,
- le personnel du port,
- les entreprises agréées.

La traversée des cales est strictement interdite.

L'accès aux quais et pontons est destiné prioritairement :

- ❖ aux agents de l'autorité portuaire, aux surveillants de port, au maître de port, aux agents portuaires ;
- ❖ au personnel des entreprises dont l'activité nécessite l'accès aux pontons (entreprises de services au bateau et entreprises chargées d'effectuer des travaux dans le port) ;
- ❖ aux usagers du port, propriétaires des navires ou personnes en ayant la charge, leurs invités, les capitaines de navires, membres d'équipage.

En cas d'accident d'un piéton n'ayant pas respecté les consignes, l'exploitant du port ne sera pas tenu responsable.

Les animaux, notamment les chiens, circulant sur les ouvrages portuaires doivent être tenus en laisse ou maintenus et sous contrôle. Les propriétaires sont responsables des dommages et salissures qu'ils causent. Le nettoyage ou la remise en état des espaces pollués ou abîmés est effectué à leur frais.

Pour préserver la conservation des ouvrages et équipements portuaires, ou la bonne exploitation du port, l'autorité portuaire peut interdire l'accès à tout ou partie du port de plaisance.

Chapitre 4. REGLES PARTICULIERES

Section 7. PROFESSIONNELS DE LA PLAISANCE ET DE LA PECHE

ARTICLE 30. PROFESSIONNELS DE LA PLAISANCE

Toute activité professionnelle de la plaisance devra faire l'objet d'un accord préalable du maître de port, ou du surveillant de port, après avis du Conseil Portuaire, et ce, après avoir communiqué :

- l'ensemble des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité,
- l'ensemble des caractéristiques des équipements nécessaires à l'activité,
- l'ensemble des caractéristiques liées à l'activité.

Activité de transport touristique saisonnier :

La longueur des bateaux pouvant être autorisés à accoster est limitée à 12 mètres hors tout.

Le tirant d'eau des bateaux pouvant être autorisés à accoster est limité à 2,00 mètres.

Les armements devront communiquer pour accord préalable à la capitainerie du port leurs prévisions d'horaires saisonniers au moins 3 mois avant leur application, en précisant les caractéristiques techniques des navires utilisés. Les horaires d'accostage devront correspondre aux horaires préétablis. En cas de rotation exceptionnelle, l'accord de l'exploitant du port devra être obtenu avant toute manœuvre.

Tout bateau entrant dans le port pour embarquer ou débarquer des passagers doit obtenir l'autorisation préalable du maître de port, ou du surveillant de port, ou de l'agent portuaire désigné par lui, qui fixe l'ordre d'entrée, de sortie et d'accostage du bateau selon la disponibilité des emplacements.

Les bateaux sont placés par les surveillants de port ou les agents portuaires en fonction de la disponibilité des places d'amarrage.

Les opérations d'embarquement et de débarquement s'effectuent sous la responsabilité de chaque armement. Il est notamment interdit de faire transiter simultanément des passagers embarquant et débarquant.

Il est interdit, sauf cas d'urgence, de faire usage de haut-parleur ou porte-voix à l'intérieur des limites du port.

Les appareils propulsifs doivent être débrayés pendant la durée des opérations d'embarquement et de débarquement des passagers.

L'occupation du poste d'amarrage donne lieu au paiement d'une redevance d'amarrage journalière, mensuelle ou annuelle, conformément à la tarification en vigueur approuvée en Conseil Portuaire, et affichée en capitainerie.

Activité de location (bateaux, jet-ski), de plongé, de cours :

La longueur des bateaux pouvant être autorisés à accoster est limitée 12 mètres hors tout.

Le tirant d'eau des bateaux pouvant être autorisés à accoster est limité à 2,00 mètres.

Les bateaux sont placés par les surveillants de port ou les agents portuaires en fonction de la disponibilité des places d'amarrage.

L'occupation du poste d'amarrage donne lieu au paiement d'une redevance d'amarrage journalière, mensuelle ou annuelle, conformément à la tarification en vigueur approuvée en Conseil Portuaire, et affichée en capitainerie.

ARTICLE 31. PROFESSIONNELS DE LA PECHE

Règles applicables aux bateaux des pêcheurs professionnels locaux :

Un quai est affecté pour l'amarrage des bateaux des pêcheurs professionnels, basés au port de La Baule Le Pouliguen, sur justificatif de leur activité effective de pêche et documents à cet effet, à jour.

La longueur maximale des bateaux des pêcheurs est fixée à 12 mètres.

Le tirant d'eau des bateaux pouvant être autorisés à accoster est limité à 2,00 mètres.

Les pêcheurs autorisés à amarrer leur bateau à l'emplacement qui leur est affecté, sont tenus de fournir à la capitainerie du port les renseignements dont la liste figure à l'article 10 du présent règlement, ainsi que les attestations d'assurance telles que définies à l'article 6 du présent règlement.

Tout nettoyage de poissons ou rejets de chairs de poissons est formellement interdit.

Le débarquement du poisson doit satisfaire aux dispositions sanitaires en vigueur.

Dans le cas où, les surveillants de port ou le maître de port seraient amenés à proposer un emplacement sur ponton, l'occupation du poste d'amarrage donne lieu au paiement d'une redevance d'amarrage journalière, ou mensuelle, due par les bateaux de plaisance en escale, fixée en considération de la catégorie du navire pour lequel l'emplacement est consenti, calculée en fonction :

- de la longueur hors-tout incluant les appareils fixes,
- de la largeur,
- du bassin.

Ces redevances, approuvées en Conseil Portuaire, sont portées à la connaissance des pêcheurs professionnels par voie d'affichage en capitainerie.

Règles applicables aux bateaux des pêcheurs professionnels non locaux :

En cas de nécessité, les bateaux de pêche qui ne sont pas basés au port de La Baule Le Pouliguen peuvent être autorisés à s'abriter dans le port.

Ils sont placés par les surveillants de port ou les agents portuaires sur les postes d'amarrage destinés aux bateaux des pêcheurs professionnels et doivent s'acquitter, pendant leur séjour, du paiement de la redevance journalière d'amarrage due par les bateaux de plaisance en escale conformément à la tarification en vigueur approuvée en Conseil Portuaire, et affichée en capitainerie.

Toute relâche dans le port d'une durée supérieure à deux heures donne lieu à paiement de la redevance journalière d'amarrage.

Tout nettoyage de poissons ou rejets de chairs de poissons est formellement interdit.

Le débarquement éventuel de poisson doit satisfaire aux dispositions sanitaires en vigueur.

Dans le cas où, les surveillants de port ou le maître de port seraient amenés à proposer un emplacement sur ponton, l'occupation du poste d'amarrage donne lieu au paiement d'une redevance d'amarrage journalière, ou mensuelle, due par les bateaux de plaisance en escale, fixée en considération de la catégorie du navire pour lequel l'emplacement est consenti, calculée en fonction :

- de la longueur hors-tout incluant les appareils fixes,
- de la largeur,
- du bassin,

Ces redevances, approuvées en Conseil Portuaire, sont portées à la connaissance des pêcheurs professionnels par voie d'affichage en capitainerie.

Section 8. ACTIVITES SPORTIVES OPTIONNELLES

L'activité du club ou centre (ou autre association) nautique est autorisée par dérogation à l'article 32, sous la pleine et entière responsabilité de son directeur (son président).

Le directeur (le président) du club ou centre (ou autre association) veille à la diffusion et au respect du présent règlement de police par son personnel et par les utilisateurs, ses membres, adhérents ou clients.

Le mouillage de bouées de parcours dans les chenaux et l'utilisation des bouées de chenal comme marque de parcours sont formellement interdits.

Section 9. MANIFESTATIONS NAUTIQUES

Une dérogation, à l'interdiction de pratique des sports nautiques édictée à l'article 32, peut être accordée par l'exploitant du port, pour l'organisation de manifestations nautiques.

Cet accord est subordonné à la signature de la « Convention de mise à disposition d'installations et ouvrages portuaires à un organisateur de manifestations nautiques ».

Les organisateurs des manifestations nautiques sont tenus de se conformer à l'ensemble des dispositions décrites dans cette convention.

Section 10. DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 32. INTERDICTIONS DIVERSES

Il est interdit :

- ❖ de ramasser des moules ou autres coquillages sur les ouvrages du port ;
- ❖ de pêcher dans les plans d'eau du port ou dans les chenaux d'accès, notamment à partir de tous les ouvrages portuaires ;
- ❖ de plonger depuis des ouvrages portuaires dans les plans d'eau du port ou dans les chenaux d'accès ;
- ❖ de pratiquer sur plan d'eau et dans les chenaux d'accès, tout sport nautique, notamment, la voile, l'aviron, le kayak, la natation, la plongée sous-marine, ou tout sport de glisse, notamment, le ski nautique.

ARTICLE 33. UTILISATION DES EQUIPEMENTS

Les équipements mis à dispositions des usagers doivent être utilisés dans le strict respect des règles fixées par les Chapitres 9 et 10 du règlement d'exploitation du Port de La Baule – Le Pouliguen.

Le non-respect de ces règles entrainera la mise en œuvre des dispositions du Chapitre 5 du présent règlement.

Toute occupation abusive ou au-delà du temps d'utilisation attribué, sera considérée comme une occupation sans titre du domaine public maritime, et réprimée comme telle.

Chapitre 5. DISPOSITIONS REPRESSIVES

ARTICLE 34. CONSTATATION DES INFRACTIONS

Les contraventions au présent règlement de police sont constatées par les Officiers et Agents de police judiciaire, les Surveillants de port et les Auxiliaires de surveillance nommés en application du Code des ports maritimes et, pour ce qui est de leur ressort, par les agents de la police municipale.

ARTICLE 35. CONTRAVENTION DE GRANDE VOIRIE

Indépendamment des poursuites judiciaires engagées, soit au titre du présent règlement de police, soit d'une des polices spéciales prévues par le Code des ports maritimes, les infractions au présent règlement ou toute atteinte à la conservation du domaine portuaire et à l'exploitation du port, pourront faire l'objet d'une procédure de contraventions de grande voirie devant la juridiction administrative.

La liste des agents habilités à constater les contraventions de grande voirie est donnée en application du Code des ports maritimes ; y figurent les Surveillants de port et les Auxiliaires de surveillance qui sont à ce titre autorisés à relever l'identité des contrevenants. Ils sont :

1. les surveillants de port ;
2. les agents de l'autorité portuaire assermentés à cet effet ;
3. les officiers et agents de police judiciaire.

ARTICLE 36. ENTREE EN VIGUEUR / APPLICATION

Le directeur départemental des territoires de la mer, le colonel commandant le groupement de gendarmerie, le commissaire de police territorialement compétent, le commandant des sapeurs-pompiers, le chef de la police municipale, le directeur du service maritime municipal compétent pour ce qui concerne les ports de plaisance, le maître de port, les surveillants de ports et les agents d'exploitation du port sont chargés chacun pour ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 37. EXECUTION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes des Mairies de La Baule et du Pouliguen et sera en outre affiché à la capitainerie du port de La Baule Le Pouliguen.



